

La mondialisation, un processus historique inachevé

M. Sadoudi *
R. Boudjema **

A partir des années 90, les phénomènes économiques, sociaux, politiques et culturels deviennent des événements planétaires. Grâce aux technologies modernes, il ne se passe pratiquement pas un fait, aussi divers soit-il, qui ne soit porté, souvent en temps réel, à la connaissance de tous les habitants de la planète. Une maladie est dépistée en Thaïlande ou en Chine, d'autres cas sont immédiatement après recensés dans des pays lointains et la panique de la pandémie gagne le monde entier.

Dans les villages les plus reculés d'Afrique, l'on retrouve sans surprise des produits américains ou d'autres pays industrialisés. Les transactions se font également en temps réel défiant les distances, sur des marchés virtuellement faisant fi des frontières des Etats. En plus de leurs villes, les campagnes des pays développés accueillent des travailleurs des pays pauvres souvent de façon clandestine, les flux de main-d'œuvre accompagnant par la logique des choses, les flux de marchandises et de capitaux.

De nos jours l'on découvre sans grand étonnement que les Etats-Unis d'Amérique se sentent concernés par ce qui se passe en Afghanistan, en Irak ou au Liberia ; la France se soucie de l'avenir de l'Afrique francophone ; la Belgique s'intéresse aussi au sort de son ancienne colonie africaine; l'Organisation des Nations Unies est de plus en plus sollicitée et impliquée dans le règlement des conflits.

Tous ces faits tangibles témoignent du phénomène de mondialisation devenu remarquable par son intensité et ses traits contemporains.

* Maître de Conférences, Faculté de Science Economique et de Gestion de Tizi-Ouzou

** Enseignant INPS.

La mondialisation est si omniprésente et préoccupante à la fois qu'elle mobilise les esprits. Phénomène aux multiples facettes, complexe et en mouvement à la fois, elle n'a pas livré tous ses secrets.

La présente réflexion est une tentative d'approche historique de ce phénomène. Elle vise dans un premier temps à expliquer sa logique et les grands moments de son évolution et dans un second temps, d'y repérer la place de l'économie algérienne.

1. Un fait marquant

Il faut souligner la convergence des perceptions du phénomène de mondialisation chez deux dirigeants de systèmes politiques et économiques opposés (capitalisme et socialisme), en l'occurrence, l'ex-Président des Etats-Unis, B. Clinton et le Chef de la Révolution cubaine, F. Castro.

A l'occasion du forum de l'OMC de Genève en mai 1998, B. Clinton a déclaré que « la mondialisation est un fait et non un choix politique. Nous sommes confrontés à un dilemme : nous atteler à façonner ces forces puissantes de changement dans l'intérêt de nos peuples ou nous retrancher derrière des remparts de protectionnisme »¹.

F. Castro lui, admet que « crier à bas la mondialisation équivaut à crier à bas la loi de la gravité. Il convient donc de s'y préparer et de s'interroger sur le type de mondialisation qui s'impose. Une mondialisation néo-libérale ? Très probablement »².

S'il est aisé de relever l'esprit pragmatique chez Clinton qui présente la mondialisation comme un fait, un ensemble de « forces puissantes » qu'il faut « façonner » (mais aussi auxquelles dans bien des cas, il faut se soumettre), il n'en demeure pas moins que le leader communiste entame par sa perception, une théorisation du phénomène. En le comparant à la loi de la gravité, il admet son *irréversibilité* et bien plus, il se rend à l'évidence qu'il s'agit d'une mondialisation « néo-libérale », c'est-à-dire liée au développement du mode de production capitaliste.

Admettre l'irréversibilité de la mondialisation c'est reconnaître son historicité, l'inscrire dans sa trajectoire temporelle dans toute sa complexité, soumise bien sûr aux lois régissant son mouvement historique. Comment alors a évolué ce phénomène de mondialisation, quelles en sont les grandes étapes.

2. La datation de la mondialisation, une tâche ardue

Les propositions de datation de la mondialisation sont nombreuses et se distinguent selon les faits historiques retenus par les auteurs.

E. Goldsmith et J. Mander remontent à la conquête de l'Amérique pour définir une *première mondialisation* « lorsque l'Occident prend conscience de la rotundité de la Terre pour la découvrir et asseoir ses conquêtes »³ ; une première mondialisation qui « [...] a peut-être été plus décisive que les suivantes. Elle a accéléré les échanges de plantes, d'animaux, mais aussi de maladies avec la conquête par l'Europe des Amériques »⁴. C'est à cette période que le mercantilisme, le commerce triangulaire et le pacte colonial ont pris leur essor.

La *deuxième mondialisation*, selon les mêmes auteurs, est liée à la Conférence de Berlin et au partage de l'Afrique entre 1885 et 1887.

La *troisième* se situe à l'ère de la décolonisation et des développements.

Enfin, la *quatrième mondialisation*, l'actuelle se caractérise par :

- la « transnationalisation » des firmes ;
- l'affaiblissement des régulations étatiques à l'Ouest ;
- l'effondrement de la planification à l'Est ;
- la mainmise de la finance sur l'économie.

R. Fossert⁵ distingue grosso-modo les mêmes étapes, une série de quatre « systèmes mondiaux » qui « a pris naissance au XV^e siècle ».

Pour l'auteur, le *premier système mondial* s'achève en 1914-17 par « l'entrechoc de tous les impérialismes qu'il avait produits ». Le *second* s'étalera jusqu'en 1945, période de crise du capitalisme. Le *troisième* est issu de l'après-guerre et est symbolisé par les « 30 glorieuses » (mais aussi par l'existence des trois blocs capitaliste, socialiste et non aligné). Enfin, le *quatrième système mondial*, l'actuel, « [...] s'est accéléré au long des années 80 jusqu'à l'effondrement du mur de Berlin et du communisme soviétique ».

J. Batou et Th. David⁶ situent aussi les origines de la mondialisation aux grandes découvertes de la fin du XV^e et du début du XVI^e siècles, soulignant que dès 1500, il existait une division internationale du travail poussée et un commerce multilatéral. Ils distinguent deux phases de l'accélération de la mondialisation au XX^e siècle : 1875 à 1913 et 1975 à 2000.

P. Bairoch⁷ pour sa part, date une *première phase* de la mondialisation de la seconde moitié du XIX^e siècle, au début de la première guerre mondiale, quand la croissance du volume des échanges extérieurs et des investissements directs étrangers (IDE) a été plus rapide que celle de la production. Il situe le début de la *deuxième phase* au milieu des années 1970 ou au début des années 1980 (deux dates sur lesquelles selon l'auteur, il n'existe pas de consensus). Néanmoins, l'auteur entame une autre approche en écrivant que « s'il faut considérer la généralisation du système capitaliste », l'année 1989 symbolise le début de la mondialisation actuelle avec l'effondrement du communisme à l'Est et en URSS.

Assimilant la mondialisation à l'intégration des marchés internationaux, les conclusions de K. H. O'Rourke et J. G. Williamson sont plus tranchées : « la mondialisation ne remonte pas à 5000 ans, ni même il y a 500 ans. Elle a commencé au début du XIX^e siècle. Dans ce sens il s'agit d'un phénomène tout à fait moderne »⁸.

Quant à J. Stiglitz, il situe plus pertinemment le début de la mondialisation au lendemain de la seconde guerre mondiale avec le redémarrage des échanges internationaux effondrés dans les années 1930 et la réduction des barrières et tarifs douaniers dans le cadre du GATT signé en 1947. Il souligne aussi que cette mondialisation s'est intensifiée à la fin de la guerre froide et « [...] en six ans, les investissements internationaux dans les pays en voie de développement ont été multipliés par six »⁹.

De ces différentes datations (qui annoncent des éléments de définition de la mondialisation), on peut souligner que c'est surtout l'expansion voire la généralisation progressive du marché qui a prévalu dans la distinction des périodes historiques de la mondialisation. Elles sont toutes appuyées par des analyses de l'évolution des échanges internationaux.

Par ailleurs, F. Braudel¹⁰ distingue *plusieurs mondialisations historiques* : la Phénicie antique, Carthage, Rome, l'Europe chrétienne, l'Islam, la Moscovie, la Chine, et l'Inde. L'auteur met en exergue le caractère multidimensionnel de la mondialisation, en ce sens qu'il considère que dans toute mondialisation, il y a quatre aspects ou « ordres » : économique, social, culturel et politique.

Mais, comme le fait remarquer J. Le Goff¹¹, ces mondialisations sont surtout des « empires » qui se présentent comme des « constructions essentiellement politiques ».

Ainsi, il apparaît que la mondialisation actuelle est d'abord dans son expression, une mondialisation des marchés qui succède à la phase de leur internationalisation. Elle est un aboutissement historique de l'internationalisation de l'économie.

En effet, « internationalisation » et « mondialisation » sont deux étapes distinctes¹² dans l'évolution de l'économie mondiale, en ce sens que la première est organisée et gérée par et dans le cadre des Etats-nations. La seconde est orchestrée par des firmes transnationales sur des marchés tout aussi transnationaux (ou globaux) échappant de plus en plus au contrôle des Etats. Ces derniers s'y trouvent en quelque sorte, court-circuités dès lors que

ces firmes « [...] n'ont de devoir d'allégeance envers aucun Etat-nation en particulier et choisissent leur lieu d'implantation en fonction du critère de l'avantage maximal »¹³. Elles gèrent « [...] sur une base planétaire la conception, la production et la distribution de leurs produits et services »¹⁴.

Cependant, la mondialisation des marchés ne doit pas être comprise seulement dans son sens de généralisation spatiale (planétaire), mais aussi, dans le sens de la généralisation du caractère marchand (la marchandisation) : « la même logique qui a converti en marchandises la terre et la force de travail depuis l'essor du capitalisme industriel généralise ses effets »¹⁵. « Les biens et les services, le travail, la terre et demain, le corps, les organes, le sang, le sperme, la location d'utérus, les gènes végétaux, animaux, humains et les organes génétiquement modifiés entrent dans le circuit marchand »¹⁶.

Dans son *essence*, la mondialisation exprime la généralisation du mode de production capitaliste à l'espace mondial, sachant que les relations de marché (avec les relations salariales) sont les rapports sociaux de production prédominants de celui-ci, « La tendance à créer un marché mondial est incluse dans le concept même du capital »¹⁷.

La spécificité du marché capitaliste réside dans le fait qu'il ne concerne pas seulement la sphère de l'échange, mais toutes les autres sphères de production, d'investissement...et donc aussi, tous les facteurs de production y compris la force de travail. Par conséquent, la mondialisation est le produit du « capitalisme historique »¹⁸ dont elle exprime les étapes d'évolution.

3. La mondialisation contemporaine, une autre étape historique de l'intégration économique mondiale

La mondialisation contemporaine est l'expression d'une étape nouvelle du développement du système économique mondial.

Comme le fait remarquer M.Beaud, « [...] qu'elle lui soit ou non organiquement liée, la mondialisation contemporaine est comme le capitalisme, un *fait social total*. Toute discipline est donc

amenée à en parler, mais il faut mobiliser les savoirs de toutes les disciplines pour en construire la connaissance »¹⁹.

Y. Leonard parvient au même constat en soulignant que ce « fait social total »²⁰ « [...] embrasse les phénomènes économiques et démographiques, aussi bien que technologiques, politiques ou écologiques [et] semble donc se décliner au pluriel, tant ses significations sont multiples et ses utilisations disparates »²¹.

Elle peut ainsi être distinguée par ses caractéristiques essentielles que sont la transnationalisation des firmes, la mondialisation financière, la généralisation du libéralisme, l'internationalisation du progrès scientifique et technique, la croissance des migrations internationales, l'uniformisation des modes de consommation, la métropolisation du monde.

- La « transnationalisation » des firmes industrielles, commerciales et de services

Selon la CNUCED²², le nombre de ces firmes globales (à la gestion, au processus de production... désormais intégrés mondialement) est estimé en 2000, à 65 000 totalisant 850 000 filiales étrangères. Elles produisent un chiffre d'affaire de 18 517 milliards de dollars, 1/10 du PIB mondial et 1/3 des exportations mondiales et emploient 53,581 millions de salariés.

Le stock d'IDE en 2001 s'élève à 6 582 milliards de dollars, soit 382,45% le niveau de 1990 ; les entrées mondiales d'IDE, selon la CNUCED²³, même si elles enregistrent le niveau le plus bas depuis 1998, ont été de 651 milliards de dollars en 2002.

« Des pays d'origine ne déclarent pas l'activité de leurs multinationales à la CNUCED [...] Les multinationales non déclarées sont parfois plus nombreuses que les multinationales recensées : en 1996, 80% des multinationales suédoises, 60% des multinationales italiennes et 55% des multinationales japonaises étaient des PME. En France, des milliers de PME sont multinationales [...] L'INSEE dénombre 11514 multinationales à

capitaux français de toute taille en 1991, la Banque de France, seulement 2191 en 1999, car elle ne retient que celles dont les immobilisations financières sont au moins égales à 20 millions de francs. La réalité des multinationales est sans nul doute supérieure à 100 000 sociétés mères et plus d'un million de filiales étrangères dans le monde ».²⁴

Ces multinationales peuvent être regroupées en trois catégories²⁵ :

- les *multinationales globales* qui ont une vision mondiale des marchés ;

- les *multinationales banales* qui ont des stratégies de délocalisation d'activités vers des pays offrant des opportunités de réduction des coûts de production ;

- les *mini-multinationales* qui opèrent dans un nombre réduit de pays et ciblent des demandes locales.

S'il y a lieu de s'interroger sur l'avenir des Etats-nations dans la mondialisation, « acteurs essentiels du système westphalien, les gouvernements nationaux voient aujourd'hui leurs pouvoirs se réduire comme une peau de chagrin »²⁶.

Cependant, aussi transnationales que puissent paraître les firmes mondiales, elles sont toujours en dernier ressort rattachées à un Etat, une nationalité d'origine, ce qui fait garder à certains Etats la capacité d'agir sur elles par le truchement de moyens divers et pour des raisons qui peuvent être aussi bien économiques que politiques et militaires.

De ce fait, on peut affirmer aisément que ce sont les Etats de la périphérie (vers lesquels s'exporte le capital) qui perdent progressivement la prérogative d'agir et d'orienter le développement de leurs économies.

- *La mondialisation financière et la croissance des mouvements des capitaux*

La sphère financière est celle où la mondialisation est la plus nette et rapide, facilitée sans doute par les techniques de l'information et de la communication (TIC).

Elle désigne «[...]les interconnexions très étroites entre les systèmes monétaires et les marchés financiers nationaux qui ont résulté des mesures de libéralisation et de déréglementation adoptées d'abord par les Etats-Unis et le Royaume-Uni entre 1979 et 1982, puis en quelques années, par les autres principaux pays industrialisés.

Le décloisonnement externe et interne des systèmes nationaux précédemment fermés et compartimentés, a permis l'émergence d'un espace financier mondial²⁷. Le marché financier mondialisé a acquis aujourd'hui son autonomie et domine et parasite la sphère de production, « [...] les montants des spéculations financières sont sans commune mesure avec les activités productives. Grâce aux nouvelles technologies, [les marchés financiers mondiaux] fonctionnent comme une seule place, en temps réel [...] Les changes journaliers dépassent les 1500 milliards de dollars en 1997, soit le double des réserves monétaires ou l'équivalent du PNB français [...] Ce capital spéculatif ou fictif, presque entièrement construit sur une pyramide de crédits, crée des droits abusifs, altère la distribution des revenus et la rend de plus en plus inéquitable. Les économies et tout spécialement celles du Tiers-Monde, sont à la merci des fluctuations de ces marchés financiers et de cette « économie de casino »²⁸.

Ainsi, *désintermédiation*, *décloisonnement* des marchés (monétaires, financiers) et *déréglementation* des changes font la globalisation financière contemporaine et instaurent la mainmise de la finance sur l'économie.

- *La généralisation du libéralisme*

Dès lors que l'on admet que la mondialisation est liée au système de production capitaliste et en émane, nous comprenons pourquoi « [...] dans ce processus, il y a primat de l'économique.

Ce primat est relativement récent ; il émerge en Occident avec le capitalisme dans les XVI^e et XVII^e siècles ». ²⁹

Par conséquent, placée dans une perspective historique, la mondialisation doit être nécessairement liée à l'effondrement du système socialiste. Quand bien même le contenu de l'ancien système socialiste est discutable aujourd'hui, il n'en reste pas moins, qu'il existait jusqu'en 1989, une conviction sur les possibilités d'une accumulation socialiste à l'échelle nationale ou mondiale. Par ailleurs, un bloc socialiste était constitué essentiellement en Europe de l'Est et une ébauche d'intégration économique et industrielle y était suffisamment observée.

Tout bien considéré, c'est surtout la fin du système socialiste que symbolisent à la fois la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS dès 1989/91, qui a révélé au grand jour l'extension planétaire du capitalisme. Même dans les pays à parti unique comme le Vietnam et la Chine, le libéralisme s'est dans sa dimension économique, installé avec force, ce qui laisse apparaître une économie mondiale de plus en plus intégrée. Ce qui explique le caractère plus ou moins récent de l'utilisation du terme « mondialisation » auquel parfois celui de « globalisation » est préféré.

P. Bairoch³⁰ par exemple, a constaté que les premiers dictionnaires à parler de mondialisation datent de 1995 ; ce n'est aussi que depuis 1990 que l'OCDE³¹ utilise « mondialisation/globalisation » dans ses rapports sur la situation économique mondiale, à la place de « internationalisation des capitaux ».

Dans les pays occidentaux, les régulations étatiques se sont affaïssées, l'Etat se désengageant de plus en plus de l'activité économique.

Dès lors que les ex-pays socialistes se sont ouverts au libéralisme, les pays du Tiers-Monde, accusant en conséquence la fin du « non-alignement », n'avaient d'autres alternatives que de s'y soumettre, en engageant non sans douleur et sacrifices, des programmes d'ajustements structurels.

P. Martin en conclut que si l'on veut se soustraire à la mondialisation, « [...] le prix à payer n'est pas seulement économique. Il est aussi politique, car la prétention de la contenir conduit à une inévitable extension des pouvoirs de l'Etat et à la perte de la liberté individuelle [...] L'économie libérale de marché est par nature globale. Elle constitue ce qu'il y a de plus achevé dans l'aventure humaine »³².

Cependant, cette généralisation laisse actuellement des zones d'ombre. En effet, bon nombre de pays sont aujourd'hui ignorés dans/ par le processus d'accumulation mondiale car n'y ayant aucun rôle particulier. « Les pays qui sont restés complètement en marge de la reprise de l'IDE ne se présentent plus seulement comme des pays subordonnés, réserves de matières premières subissant les effets conjoints de la domination politique et de l'échange inégal, comme à l'époque classique de l'impérialisme : ce sont des pays qui ne présentent pratiquement plus d'intérêt, ni économique, ni stratégique (fin de la guerre froide) pour les pays et les firmes situés au cœur de l'oligopole mondial. Ce sont des fardeaux purs et simples, les « angles morts du système-monde »³³ de la fin du XX^e siècle »³⁴.

L'exemple récent de la Côte- d'Ivoire qui a connu une grande crise économique, suite à la perte de l'avantage comparatif qu'elle tirait de l'exportation de produits primaires est très édifiant à ce sujet.

Enfin, de la logique même du capitalisme historique, « [...] les intégrations de zones nouvelles au système mondial capitaliste tendaient à correspondre à des phases de stagnation de l'économie-monde [...], l'expansion géographique du système-monde capitaliste avait pour fonction de contrebalancer les effets sur le profit du processus de prolétarianisation accrue, en y intégrant de nouvelles forces de travail vouées à la semi-prolétarianisation »³⁵.

- *L'intensification et l'internationalisation du progrès scientifique et technique*

En effet, les techniques de l'information et de la communication facilitent la mobilité des facteurs, grâce à des réseaux mondiaux interconnectés. Les innovations scientifiques et techniques ont historiquement constitué le ressort des bonds qualitatifs du capitalisme dans le monde.

Dans son analyse des cycles du capitalisme, Kondratiev a montré que les inventions industrielles sont le moteur du passage de la phase déclinante à la phase ascendante du cycle long, en ce sens que celles-ci sont réalisées durant la première phase et sont introduites dans les processus industriels durant la seconde phase.

Selon les kondratieviens³⁶, le cycle long actuel (depuis 1992) du capitalisme marque le début de « la nouvelle économie (ou le new age) » et les TIC qui révolutionnent de nos jours, jusqu'aux notions de temps et d'espace, seraient l'application d'inventions réalisées durant les « black seventies et eighties » correspondant à la phase déclinante du cycle passé, celui de 1945-1992³⁷.

- La croissance des flux migratoires internationaux

Dans les domaines de la production, de la distribution et de la finance, la mondialisation a donné lieu par la logique des choses, à une globalisation du marché du travail et des mouvements migratoires de main-d'œuvre. Cette globalisation peut prendre des formes et des caractéristiques différentes, selon que l'on se situe à une période ou une autre du parcours historique de la mondialisation.

J. Batou et Th. David³⁸ font remarquer que :

-- d'une part, pendant que l'Europe a fourni à la fin du XIX^{ème} siècle, l'essentiel de l'émigration vers les USA, elle est à la fin du XX^{ème} siècle, un lieu de destination privilégié :

-- et d'autre part, de nos jours, les travailleurs qualifiés sont plus recherchés par les pays riches, alors qu'au XIX^{ème} siècle ces mêmes pays avaient au contraire, besoin de main-d'œuvre non qualifiée.

Les firmes transnationales opèrent aujourd'hui à travers leurs filiales, une division du travail et des politiques de gestion tout aussi transnationales. Toutefois, cette intégration du marché de la main-d'œuvre, de par les spécificités du facteur « travail », n'est pas aussi *dynamique* que celle des autres facteurs.

La mobilité de la main-d'œuvre sur le plan international, quand bien même, elle est induite par le mouvement de globalisation, ne suit pas, au même rythme, celle des marchandises et des capitaux. Elle est encore « sous haute surveillance » surtout depuis que les différences culturelles des populations dans le monde ont atteint des niveaux conflictuels.

Tout cela explique les grandes inégalités de revenus et d'accès aux fruits du progrès humain.

- L'uniformisation des modes de vie et de consommation

La généralisation du capitalisme s'accompagne nécessairement de celle des modes de vie et de consommation qui lui sont propres. S'interrogeant déjà sur « les résultats futurs de la domination britannique en Inde », K. Marx avait conclu que ceux qui, avant les britanniques, « [...] envahirent successivement l'Inde, furent bientôt « hindouisés », les conquérants barbares étant par une loi éternelle de l'histoire, conquis eux-mêmes par la civilisation supérieure de leurs sujets. Les britanniques étaient les premiers conquérants supérieurs et par conséquent, inaccessibles à la civilisation hindoue »³⁹. « Le pays le plus développé industriellement ne fait que montrer à ceux qui le suivent sur l'échelle industrielle l'image de leur propre avenir »⁴⁰.

Dans le contexte de la mondialisation contemporaine, l'on relèvera aisément la propagation des modes de vie et de consommation américains, « la France et avec elle l'Europe ont perdu cette bataille [de l'exception culturelle]. Elles n'ont pas pu imposer l'idée que la culture, que l'ensemble des aspects intellectuels d'une civilisation ne peut être sans plus, soumis aux mécanismes économiques et devenir autant de marchandises »⁴¹.

Il reste cependant que « les transformations culturelles des peuples requièrent toujours une plus longue durée que les mutations économiques et politiques de leurs sociétés »⁴². Elles produisent généralement, comme c'est le cas aujourd'hui, des conflits et des chocs de cultures et de civilisations.

- La métropolisation croissante du monde

Du point de vue géographique, la mondialisation est orchestrée par quelques grandes villes, essentiellement des capitales européennes, asiatiques et américaines, qui ont conquis des fonctions internationales, mondiales, très importantes, à l'exemple des grandes places financières que sont New York, Tokyo et Londres. Ces grandes villes sont de véritables métropoles dès qu'elles assurent « des fonctions stratégiques dans l'économie mondiale, [...] des fonctions de coordination d'activités économiques complexes [...] »⁴³, une grande ville n'étant pas à priori une métropole, si elle ne participe pas à la gestion globale, mondiale. C'est donc que la métropolisation est un phénomène plus ou moins récent lié à la dynamique même du processus de mondialisation/globalisation. Elle s'est développée « avec l'émergence de l'économie post-industrielle dominée par les services, l'information et la globalisation »⁴⁴.

Dans cette approche, il est intéressant d'inscrire une analyse de l'évolution de l'économie algérienne pour essayer de comprendre sa relation avec ce mouvement historique d'intégration de l'économie mondiale.

4. L'économie algérienne dans la mondialisation

Considérée dans ses étapes historiques, l'économie algérienne a de tout temps entretenu des relations économiques d'échanges et de production avec le reste du monde. Néanmoins, ces relations ont toujours revêtu des formes de domination ; les phéniciens, les grecs, les romains, les vandales, les byzantins... ayant nourri leur hégémonie par l'exploitation des richesses agricoles du pays et l'établissement de comptoirs de commerce sur son littoral qui, géographiquement ouvre et facilite

le contact et l'accès dans la région de la méditerranée et même vers des contrées plus éloignées.

Les périodes *coloniale* et *précoloniale* retiennent cependant particulièrement l'attention des économistes et autres historiens, parce qu'entre autres raisons, elles sont riches en faits économiques.

Ce n'est qu'après l'indépendance du pays qu'un processus de développement est engagé. Aujourd'hui, près de 40 années après le lancement du plan triennal 1967-69, le pays est à la recherche d'une meilleure stratégie d'intégration à l'économie mondiale, dans ses formes et données nouvelles.

La période pré-coloniale (1512-1830) peut être caractérisée par une intégration de l'Algérie à une « mondialisation naissante » se distinguant par les conquêtes coloniales et un commerce mondial en plein essor. Le pouvoir ottoman n'a pas fondamentalement bouleversé le mode de production local et l'Algérie a conservé « [...] les traces les plus importantes, après l'Inde, de la forme archaïque de la propriété foncière, la propriété tribale et familiale y était la forme la plus répandue »⁴⁵.

Par un système coercitif de prélèvement de l'impôt, ce même pouvoir a pu maintenir et fortifier son arsenal naval et renforcer sa domination sur le trafic maritime dans la méditerranée. De même qu'il a développé notamment une industrie de construction navale pour fournir son armée en navires, canons et autres équipements, grâce à la transformation du bois et de l'acier.

La colonisation de l'Algérie en 1830 correspond à une autre étape qualitative des relations économiques internationales qui s'inscrit dans le cadre du développement expansionniste du capitalisme mondial. La recherche de la satisfaction des besoins en main-d'œuvre et matières premières des économies capitalistes occidentales constitue la toile de fond de la propagation du colonialisme.

Mais entre 1830 et 1962, le capitalisme mondial traverse *trois étapes distinctes* liées à ses propres cycles et l'économie algérienne est soumise alors aux logiques inhérentes à celles-ci.

L'essor industriel européen cassé et terni par la tragédie de la première guerre mondiale (1914-18) en fait essentiellement une réserve de matières premières pour l'économie coloniale.

A la fin des années 1920, le capitalisme entre dans sa première grande crise et la seconde guerre mondiale (1939-45) qui en a découlé et que l'avènement du socialisme en Europe de l'Est n'a pu empêcher, constitue la seconde tragédie de l'histoire des relations internationales.

A cette période, l'Algérie connaît une colonisation de peuplement subissant l'afflux de populations non seulement françaises, mais aussi européennes, une véritable armée de réserve en quête de propriété dont les conséquences sur les populations autochtones sont désastreuses.

La fin des années 1940 marque le début des années prospères du capitalisme : « les 30 glorieuses » nourries par l'essor du capitalisme en Amérique et celui de la grande firme en général, rendus possibles par de nouveaux progrès scientifiques et techniques. Des surplus économiques de la métropole sont investis dans les colonies et l'on assiste à la construction d'un tissu industriel toujours inscrit dans la logique coloniale, mais qui allait cependant atténuer quelque peu, le dénuement des populations locales grâce aux revenus distribués.

La période d'après-guerre est marquée aussi par le processus de décolonisation et l'apparition d'un lourd chapitre de l'économie politique, « l'économie du développement » qui se proposait de prendre en charge les questions politico-économico-sociales des pays nouvellement indépendants.

De même, durant cette même période, la communauté internationale, forte des leçons de son expérience souvent tragique, met en place des *codes de bonne conduite internationale* par la création des organisations-gendarmes (Banque mondiale, FMI,

GATT...) destinées à jouer un rôle majeur dans le développement international.

La période de la transformation structurelle nationale s'étale jusqu'à la fin des années 1980. Elle se caractérise en substance, par la mise en œuvre d'une stratégie de développement axée sur la mise en place prioritaire des industries de base ayant pour vocation de créer un tissu économique complexe, voire un noircissement de la matrice interindustrielle.

Les principales caractéristiques de cette période peuvent être résumées de la manière suivante:

- les richesses naturelles du pays, en particulier les hydrocarbures et autres matières minérales, ont rendu possible et réaliste l'objectif d'une intégration économique nationale ;

- la nature populaire du mouvement de libération du pays qui aurait contrasté avec une ouverture directe de l'économie au capital étranger et la quasi-inexistence d'un secteur privé national, légitiment la mainmise de l'Etat sur ces richesses et la conduite par ce dernier, d'un développement indépendant.

Cette réalité explique en grande partie l'option prise par l'Etat algérien d'un *développement global planifié*, voire socialiste, encouragée par ailleurs par les « progrès » réalisés par les économies de l'Europe de l'Est.

L'essentiel du tissu industriel est d'ailleurs réalisé durant cette période, à travers les différents plans de développement exécutés entre 1967 et 1984 ; le second plan quinquennal (1985-1989) n'ayant pas été mené à terme car rattrapé par la crise économique dès 1986.

Grâce à la récupération par l'Etat des recettes d'exportation des hydrocarbures et à son recours massif à l'épargne du reste du monde au nom de la profitabilité de l'endettement, une vigueur d'investissement est soutenue. Quand bien même, l'économie nationale présentait des contraintes réelles d'absorption des capitaux, des branches industrielles importantes (énergie,

extraction minière, sidérurgie, métallurgie, matériaux de construction, industries mécaniques, industries électriques et électroniques, agroalimentaire, textiles) ont été construites et développées.

La décennie 1970 et le début des années 1980 ont constitué ainsi les « années fastes » de l'économie algérienne, de par les effets surtout sociaux qu'elles ont produits : création massive d'emplois et distribution de revenus, amélioration des conditions de vie et de santé des populations, progrès dans la scolarisation des enfants.... Il s'agit là pour l'économie algérienne d'une étape qui équivaut aux « 30 glorieuses » vues comme « peut-être la plus longue phase d'accumulation ininterrompue de toute l'histoire du capitalisme »⁴⁶.

Enfin, si l'on situe cette période dans le processus de mondialisation, elle est assimilable comme dans le cas de l'Europe de l'Est, à un développement d'un capitalisme d'Etat, justifié :

- d'une part, par l'option socialiste :

-et d'autre part, par la raison objective selon laquelle plus un pays est « archaïque socialement et économiquement, plus l'Etat se substitue aux entrepreneurs privés ou au secteur bancaire afin de favoriser le processus du développement industriel »⁴⁷.

La période actuelle pose une nouvelle problématique d'insertion dans l'économie mondiale qui n'était pas perçue suffisamment à temps par le décideur algérien, la classe politique et l'opinion publique. En effet dès 1979/80, l'économie mondiale prend un tournant suite à la « révolution conservatrice »⁴⁸ menée par les gouvernements américain et britannique en déréglementant et libéralisant les circuits financiers (notamment par la titrisation de la dette publique).

L'effondrement des prix des hydrocarbures en 1986 et la baisse de plus de 40% des recettes d'exportation qui en résulte révèlent dans leurs intime liaison, la crise du système productif qui sévira d'ailleurs de façon tragique jusqu'à la première moitié de la décennie 1990.

Entre 1986 et 1992, la PIB connaît une décroissance annuelle moyenne de 2,1% et l'industrie ne fonctionne qu'à 50% de ses capacités de production. Le service de la dette extérieure dont l'ampleur (82% des recettes d'exportation en 1993 selon la Banque d'Algérie) est liée en partie à la nature de la dette elle-même (dette de court terme pour l'essentiel) étouffe l'économie en la privant de réelles capacités d'importation de biens intermédiaires et d'équipement, et en la mettant en situation de « cessation de paiement » en 1993.

L'Algérie est ainsi prise dans le tourbillon de l'économie capitaliste mondiale en dépit de ses options socialistes de développement.

Tout au long de cette période, l'option pour la véritable réforme économique n'était pas tranchée; dans un contexte qui y est fortement hostile marqué d'une part, par la dégradation de la situation économique et sociale et d'autre part, par les pressions politiques et syndicales, elle est perçue comme une hérésie par rapport aux idéaux de la période de l'économie planifiée.

S'il est vrai que les lois de 1988 sur les entreprises publiques, la planification, les fonds de participation, le code de commerce, les lois de finances, etc., avaient pour objectif de resituer les entreprises publiques dans un contexte de gestion privée, ce n'est qu'en 1993 que l'environnement juridique de l'investissement privé est reconsidéré par le décret 93-12 relatif à la promotion de l'investissement (repris par l'ordonnance 01-03 relative à l'investissement) pour abolir les distinctions entre investissement national et étranger et entre investissement privé et public.

Enfin, les accords conclus avec le FMI engagent définitivement l'Algérie dans un cycle de réforme douloureux au vu de la précarité de son économie. Ces accords ont porté notamment sur la libéralisation des prix, la suppression des subventions, la dépréciation de la monnaie nationale (le dinar) de près de 50%, la libéralisation du commerce extérieur, la réduction

des dépenses publiques, la restructuration/privatisation des entreprises publiques.

L'effet social négatif majeur de la réforme de type libéral est la suppression d'un nombre important d'emplois que la mise en œuvre de mesures d'accompagnement, telles que la création de la caisse nationale de chômage (CNAC) et de l'agence pour l'emploi des jeunes (ANSEJ) n'a pu véritablement compenser

Néanmoins, de 1999 à 2003, l'économie enregistre une reprise de la croissance: le PIB croît de 3,8% en moyenne annuelle. En 2003, le taux de croissance économique atteint 6,8%.

Cette croissance, il est vrai, est tirée particulièrement par les hydrocarbures et l'Agriculture.

Aujourd'hui le cadre macro-économique est stabilisé: l'état de la dette extérieure est desserré et la balance des paiements est excédentaire avec des réserves de change qui dépassent de loin le stock de la dette. Le taux d'inflation est inférieur à 3%, la création monétaire est ralentie; le taux de change de la monnaie nationale est stabilisé.

Sur le plan organisationnel et institutionnel, une avancée notable est réalisée: les entreprises publiques et aussi les banques ont été restructurées et assainies; le cadre juridique et réglementaire de la liberté d'entreprise est instauré; la réadaptation de l'environnement de l'entreprise aux principes et normes de la gestion privée à travers le code de commerce, le système fiscal, les tarifs douaniers...est entamée; des dispositifs de soutien à la création d'emplois et d'entreprises, de prise en charge des inégalités sociales et de la pauvreté sont mis en place.

Mais, force est de relever la vulnérabilité de l'économie qui reste encore sujette aux aléas des marchés des hydrocarbures; la récente reprise de la croissance hors hydrocarbures étant surtout le fait des programmes de dépenses de l'Etat dans les infrastructures économiques et sociales, les subventions et aides à la création d'emplois de jeunes...

Le secteur public est dans une situation précaire malgré l'injection de capitaux dont il a bénéficié durant plus d'une décennie au titre des programmes d'assainissement (l'équivalent de quelques 28 milliards de dollars selon le Ministère de l'Economie), de restructuration et autres. Selon les services⁴⁹ des participations de l'Etat, les 1303 entreprises relevant des SGP (sociétés de gestion des participations de l'Etat) dont 546 sont déficitaires, forment 1/3 de la dette publique globale qui est de 2 200 milliards DA et présentent 2 milliards de dollars de dette extérieure.

Ces entreprises continuent à bénéficier de la priorité d'accès au crédit bancaire (1379 milliards DA en 2003) alors qu'elles n'enregistrent aucune performance particulière : entre 1996 et 2003 leur valeur ajoutée et leur chiffre d'affaire n'ont cru respectivement que de 4,87% (passant de 205 milliards DA à 215 milliards DA) et de 8,17% (575 milliards DA à 622 milliards DA).

Environ 900 entreprises devaient être proposées à la privatisation à fin 2004.

Le secteur privé représente plus de 70% de la valeur ajoutée hors hydrocarbures, mais 10% seulement du nombre d'entreprises qu'il comptabilise sont des unités de production et 90% d'entre elles sont de petite taille (moins de 20 salariés) ; le capital étranger de production est quasiment absent sur le territoire national, si l'on excepte le domaine des hydrocarbures.

Enfin, alors que le mouvement de régionalisation en tant que corollaire à la mondialisation s'est accéléré dès les années 1980, notamment en Europe, en Amérique et en Asie, l'Algérie n'a pas encore scellé dans les faits son appartenance à l'espace euro-méditerranéen. Elle est aujourd'hui intégrée de fait dans l'économie mondiale, aussi bien sur les marchés des biens et services et des capitaux que sur celui du travail ; l'« exportation » de main-d'œuvre nationale que symbolise l'émigration incontrôlée (ou clandestine) ayant pris ces dernières années, des rythmes vertigineux, de même qu'elle accueille (dans une moindre mesure) des flux de main-d'œuvre étrangère.

L'Algérie a adopté l'accord d'association avec l'Union européenne, en prévision de la création d'une zone de libre-échange vers 2012 et négocie toujours son adhésion à l'OMC. Ce fait et ce projet donnent à son intégration à l'économie mondiale un caractère irréversible.

Pour que cette intégration soit saine, au sens où elle met à l'abri des bouleversements brutaux de l'économie mondiale les besoins de larges couches de la population, l'Etat doit consentir des efforts dans le sens de la construction d'une économie territoriale productive où la distinction public/ privé et national/ étranger doit être superflue.

Conclusion

Les économies nationales atteignent de nos jours un niveau élevé d'interrelation que reflète l'intégration croissante des différents marchés mondiaux (des capitaux, des marchandises et de la main-d'œuvre) ; elles sont imbriquées dans un système mondial dépassant ou rejetant les frontières nationales. Cette forte interrelation est rendue possible notamment par les grands progrès scientifiques et techniques, en particulier les TIC.

Le phénomène de mondialisation met en exergue la dimension spatiale du capitalisme qui tente de soumettre à son unicité politique, économique, sociale et culturelle les Etats et peuples de la planète.

Les entreprises transnationales ne sont pas toujours le résultat de la concentration du capital. sous l'effet de la concurrence, tant il est vrai qu'il existe aussi bien des grandes firmes multinationales que des petites et moyennes entreprises (PME) multinationales. Par conséquent, la mondialisation évoluera-t-elle probablement vers un capitalisme de type nouveau, aux dimensions mondiales, caractérisé par le processus d'intégration des différents marchés: des marchandises.

C'est en tout cas vers ce sens que convergent les logiques et programmes des principaux agents de la mondialisation que sont les entreprises en général (y compris les banques) et les institutions

internationales, en particulier l'OMC, le FMI et la Banque Mondiale.

La question pour les pays en développement n'est donc pas de choisir ou non de s'inscrire dans l'économie mondiale, mais de réaliser cet objectif en tâchant d'amortir les chocs sur leurs populations.

En effet, la mondialisation n'est pas une option que l'on peut adopter ou ignorer. Elle est une étape qualitative de l'évolution de l'économie mondiale. Et en tant que telle, elle ne rend pas superflue la vieille question de la croissance.

Notes bibliographiques

- ¹. **Le Monde** du 20 mai 1998 ; Cité par E. Goldsmith et J. Mander ; *Le procès de la mondialisation* ; Paris ; Fayard, 2001. P.10
- ². **Le Monde** des 17 et 18 mai 1998 cité par E. Goldsmith et J. Mander Op.cit.
- ³. **E. Goldsmith et J. Mander** (sous la direction) ; *Le procès de la mondialisation*. Paris, Fayard, 2001. P.11.
- ⁴. **Idem.** P.12
- ⁵. **R. Fossert** ; *Le système mondial vu des débuts du XXI^e siècle*. in **HERODOTE** ; *Revue de géographie et de géopolitique* n° 108 ; 1^{er} trimestre 2003 ; PP. 7- 42.
- ⁶. **J. Batou, Th. David** ; *Les deux mondialisations du XX^e siècle ; de 1900 à 2000* ; *Revue « Economic appliquée »* Tome IV n°2, Juin 2002. PP. 7-38.
- ⁷. **P. Bairoch** ; *Les principales composantes économiques de la mondialisation dans une perspective historique. Mythes et réalités*. Idem. PP. 39 –76.
- ⁸. **K. H. O'Rourke, J. G. Williamson** ; *When did globalisation begin ?* NBER working paper. 7632. National Bureau of Economic Recherche. Cambridge (Mass.). 2000. Cité par J. Batou, Th. David; Op.cit. P. 10
- ⁹. **J. Stiglitz** ; *Démocratiser la mondialisation*. Entretien réalisé par Jean Pierre Robin ; « *Problèmes économiques* » **Hebdomadaire** n°2798 ; mercredi 26 février 2003.
- ¹⁰. **F. Braudel** ; *La dynamique du capitalisme*. Paris, Ed. Arthand, 1985. Rééd. Flammarion, coll. « champs », 2000. Cité par J. Le J.

J.Le Goff ; Heurs et malheurs des mondialisations ; « Cahiers français » n° 305, nov.-déc.2001. PP.3-6.

¹¹ **J.Le Goff** . ; op.cit. P.3

¹² .Comme l'a par ailleurs fait remarquer **O. BESSAOUD** ; Document de travail. CIHEAM/I.A.M Montpellier

¹³ . **P. Hirst** ; Globalisation in question ; **Blackwell, London.** 1996 ; Cité par **O. Bessaoud** ; **Op. cit**

¹⁴ . **M. Husson** ; Etat et mondialisation. in **Politis**, février-mars-avril 1994. PP. 21-25. Cité par **O. Bessaoud**. **Op.cit**

¹⁵ . **R. Fossert**. **Op cit**, P.20

¹⁶ . **E. Goldsmith** ; **J. Mander**. **Op. cit** ; P.21

¹⁷ . **K. Marx** ; Ouyres, T.II. Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », Paris, 1968. P.158. Cité par **Serge Lattouche** ; La mondialisation démythifiée ; in **E. Goldsmith, J. Mander**. **Op. cit**, PP.7-27

¹⁸ . Concept développé par **I. Wallerstein** ; **Le capitalisme historique**. Paris. La Découverte et Syros, 2002.

¹⁹ . **M. Beaud** ; Introduction à « Regards croisés sur la mondialisation ». Cahiers du GEMDEV n°26, Juin 1998

²⁰ .**Elic Cohen** parle aussi de fait social total dans « La mondialisation, un fait social total ». **Societal** n° 32, 2° trimestre 2001. Cité par **Y. Léonard** ; La mondialisation provoque-t-elle un accroissement des inégalités? In **Cahiers français** n° 305. Nov, déc. 2001. P.2

²¹ . **Y. Léonard**. **Op. cit**

²² . **CNUCED** ; Rapport sur l'investissement dans le monde. 2002.

²³. **CNUCED** ; Rapport sur l'investissement dans le monde. New-york et Genève, 2003. UNCTAD/WIR/2003.

²⁴. Wladimir Andreff ; Les multinationales globales. Paris, La Découverte, 1996, 2003. PP.6-8.

²⁵. **Idem.** P.8

²⁶;**K. Valaskakis** ; Tendances à long terme de la gouvernance mondiale ; des traités de Westphalie à Seattle. In OCDE ; La gouvernance au XXI^e siècle. Etudes prospectives. 2002. PP.55-80;

²⁷.**F. Chesnais.** La mondialisation du capital. Paris, SYROS, 1997. P.49

²⁸. **Ibid.** P.15

²⁹. **J. Le Goff** ; Op. cit

³⁰. **P. Bairoch.** Op. cit.

³¹. D'après **René Dargon** ; Une brève histoire du mot « mondialisation ». in GEMDEV. Coordonné par M. Beaud, O. Dollfus, Ch. Grataloup, Ph. Hugon, G. Kebabdjian, J. Levy ; Mondialisation, les mots et les choses. Paris, Karthala, 1999.

³².**Peter Martin.** Rédacteur en chef de l'édition internationale de Financial times (reproduit dans le monde diplomatique, juin 1997). Cité par F. Chesnais. Op. cit. P.27

³³. **O. Dollfus** ; La mondialisation. PUF, Paris, 1996.

³⁴.**F. Chesnais.** Op. cit. P. 38.

³⁵. **I. Wallerstein** ; op. cit. P.40

³⁶. A l'exemple de **G. Van Duijn** ; **S. Solomon** ; **E. Mandel** ; **J.W. Forrester** ; **M. Newman.** Cités par **J. Nagels** ; Les cycles longs de Kondratiev et l'évolution du capitalisme depuis la seconde guerre mondiale. In A. Peeters et D. Stokkink (s/la direction);

Mondialisation, comprendre pour agir. Coédition GRIP (groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) et Edition Complexe. Bruxelles, 2002. PP. 38-62.

³⁷. Les cycles distingués par **Kondratiev** sont ; 1790-1844/51 ; 1844/51-1890/96 ; 1891/96-1945. Ils ne se répètent pas tels quels car se reproduisant dans des conditions historiques différentes concernant les niveaux de développement des forces productives, les zones géographiques, les grands événements comme les guerres...

³⁸. **J. Batou, Th. David**; op. cit. PP 7-38.

³⁹. **K. Marx** : Les résultats futurs de la domination britannique en Inde. Daily Tribune, New York, 8 août 1853. Cité par J. Brasseur ; Introduction à l'économie du développement. PP. 32-33.

⁴⁰. **K. Marx**. Préface du Capital. Cité dans ; Convergence et diversité à l'heure de la mondialisation. Centre de recherche de la Faculté Jean Monnet- Université Paris Sud. Economica, 1997. P3.

⁴¹. **A. Peeters et D. Stokkink** ; Mondialisation, comprendre pour agir. In A. Peeters et D. Stokkink. Op. Cit. P15.

⁴². **R. Fossert** ; op. cit.

⁴³. **L. Bourdeau-Lepage, J.M.Huriot** ; L'analyse générale du phénomène de métropolisation ; La métropole, permanence et changement. Conférence du 19 février 2004, Centre Culturel Français- Alger.

⁴⁴. **Idem**.

⁴⁵. **K. Marx** ; Le système foncier en Algérie au moment de la conquête française. Cité par René GALISSOT ; Marxisme et Algérie. Alger, ENAG, 1991. P. 2

⁴⁶. **F. Chesnais**; op. cit. P. 33

⁴⁷. **A. Gerschenkron** ; *Economic backwardness in historical perspective*. CAMBRIDGE, 1962. cite par J. Batou, Th. David ; Les deux mondialisations du XX^e siècle ; de 1900 à 2000. in Revue « *Economie appliquée* » Tome IV n°2, Juin 2002. PP 31-32.

⁴⁸. **F. Chesnais**. Op. Cit. P. 35.

⁴⁹. Voir **A. Bouzidi** ; Des entreprises publiques bien malades. Le Quotidien d'Oran du jeudi 21 octobre 2004.